



## CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

### MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

---

**Maintenance périodique obligatoire  
des installations de sécurité incendie et désenfumage de l'INP de Toulouse**

---

**2026SERVP00001**

**Toulouse INP**

6, allée Emile Monso

BP 34038

31029 TOULOUSE CEDEX 4

# Sommaire

<b>1</b>	<b>CLAUSES ET PRESCRIPTIONS GENERALES.....</b>	<b>4</b>
1.1	Personne publique contractante.....	4
1.2	Objet de la consultation .....	4
1.3	Lieux d'intervention.....	7
1.4	Récapitulatif de Patrimoine Immobilier .....	8
1.5	Désignation des parties.....	9
1.5.1	Interlocuteurs INPT et domaine d'intervention.....	9
1.5.2	Titulaire.....	10
<b>2</b>	<b>MODALITES D'EXECUTION.....</b>	<b>11</b>
2.1	Inventaire de départ et prise en charge des installations.....	11
2.2	Délais d'intervention et modalités d'intervention .....	12
2.3	Conditions d'exécution.....	12
2.4	Localisation des prestations .....	13
2.5	Organisation et gestion du contrat .....	14
2.5.1	Réunion préliminaire .....	14
2.5.2	Planification des interventions .....	14
2.5.3	Réunion annuelle .....	15
2.6	Livrables, attendus.....	15
2.6.1	Fiche d'intervention .....	15
2.6.2	Registres et présentation orale.....	15
2.6.3	Rapports.....	16
2.6.4	Support numérique d'échange d'information .....	17
2.6.5	Modalités de réception des prestations .....	18
2.6.6	Devoir de conseil, Veille réglementaire .....	18
2.7	Clôture du contrat.....	18
<b>3</b>	<b>DESCRIPTION DETAILLEE DES INTERVENTIONS .....</b>	<b>19</b>
<b>4</b>	<b>LISTE DES ANNEXES AU CCTP .....</b>	<b>20</b>



# 1 CLAUSES ET PRESCRIPTIONS GENERALES

## 1.1 *Personne publique contractante*

Institut National Polytechnique de Toulouse, dénommé ci-après INPT,

6, allée Emile Monso - BP 34038

31029 Toulouse Cedex 4

Tél. 05.34.32.30.00

Fax 05.34.32.31.00

Le Pouvoir Adjudicateur est représenté par Madame la Présidente de Toulouse INP

## 1.2 *Objet de la consultation*

L'objet de la consultation porte sur les opérations **de maintenance périodique des installations de sécurité incendie et désenfumage** qui doivent être réalisés à l'Institut National Polytechnique de Toulouse (INPT) conformément à la législation en vigueur (liste non exhaustive) :

- Le code de la construction et de l'habitation, l'ensemble de ses modifications par loi, décrets ou arrêtés en vigueur au 31/12/2024.
- Le code du travail, l'ensemble de ses modifications par loi, décrets ou arrêtés en vigueur au 31/12/2024.
- Le code de la santé publique l'ensemble de ses modifications par loi, décrets ou arrêtés en vigueur au 31/12/2024.
- L'arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP) et l'ensemble de ses modifications en vigueur au 31/12/2024,
- Arrêté du 26 février 2003 relatif aux circuits et installations de sécurité, et l'ensemble de ses modifications en vigueur au 31/12/2024,
- La norme NF S61-933 Systèmes de Sécurité Incendie (S.S.I.) - Règles d'exploitation et de maintenance

**Les prestations visent les opérations de compétence niveaux d'accès III et IV au sens de la norme NF S 61-931.**

- Niveau III : opérations de vérifications et mesure destinées à s'assurer du bon fonctionnement du système, ainsi que le remplacement des éléments dont l'interchangeabilité est prévue, par du personnel habilité à faire la maintenance élémentaire ou du contrôle
- Niveau IV : les interventions sont effectuées par une personne ayant l'agrément du constructeur

Le marché comprend les typologies de prestations suivantes :

1. les vérifications suivantes effectuées en l'absence de la source normal/remplacement du matériel visé (non exhaustives) :

- Des essais de fonctionnement des fonctions de compartimentage, des coffrets de relaying pour les ventilateurs de désenfumage, des dispositifs de relaying de mise en sécurité (périodicité trimestrielle)
- De la vérification des scénarios de mise en sécurité, des essais de chaque dispositif de mise en sécurité à partir de chaque déclencheur manuel ou automatique par zone de mise en sécurité, des essais de fonctionnement de chaque exutoires, ouvrants et portes (périodicité semestrielle)
- Des essais de fonctionnement de chaque point de détection manuelle et automatique, de l'équipement d'alarme, des clapets et volets, des Dispositifs de Commande Manuelle (DCM), des essais de décharge des batteries d'accumulateurs. Essais de fonctionnement des volets, exutoires et ouvrants de désenfumage, arrêt de la ventilation de confort. Mesure des pressions, débits et vitesses des désenfumages mécaniques (périodicité annuelle)
- Pour les BAES (périodicité annuelle) : vérification de l'état général, y compris lampe de veille, passage en position de fonctionnement, essais des télécommandes de mise au repos
- Pour les issues de secours : vérification de l'état général, de l'ouverture et de la fermeture et du DCM associé (périodicité mensuelle)

2. La maintenance de type P2 :

- a. Maintenance préventive dans le respect des notices des constructeurs et installateurs, y compris sur les moteurs de désenfumage si spécifié par site.
- b. La maintenance corrective élémentaire y compris les pièces nécessaires (lampes, fusibles, vitres pour dispositifs bris de glace, cartouches de gaz, vérins, systèmes d'ouvertures désenfumage, signalétique des BAES, etc.)
- c. La maintenance corrective non prévisible dans un délai maximal de 24h. sans le matériel

3. L'accompagnement (pour les installations concernées)

- a. du contrôleur technique lors de la vérification triennale des installations de sécurité incendie
- b. du service protection et sécurité lors du passage des commissions de sécurité incluant le matériel nécessaire aux essais éventuels.

LOCALISATION	Type de commission	Fréquence	Période prévue
SITE A1	Communale - BAT K RU	Quinquennale	10/2026
	Départementale – BAT D Foyer	Quinquennale	2026
SITE A2	Départementale – BAT ENSIACET	Triennale	12/2025 12/2028
SITE C1	Communale - SITE	Triennale	09/2026 09/2029
SITE D1	Communale - SITE	Triennale	11/2028

4. La fourniture du matériel courant nécessaire à la maintenance corrective non prévisible (bordereau de prix) incluant les batteries d'accumulateur au-delà de 4 ans en cas d'essais de décharge annuel inférieur à la valeur exigée.

Equipements concernés par le marché :

Typologies d'installations
SSI
Désenfumage
Eclairage de sécurité

Le détail des matériels par typologies d'installations est détaillé dans l'annexe 1 du CCTP.

**NOTA** : Les prestations concernant :

- des travaux divers (améliorations, modifications...),
- une utilisation hors tolérances (incivilité, vandalisme, dégradation volontaire, etc...),
- les opérations de maintenance correctives excédant les 4 heures de main d'œuvre

ne sont pas incluses dans le marché et feront l'objet de bons de commande.

**Remarque :** Concernant le montant des devis et le délai d'exécution, L'INPT se réserve le droit de les refuser et de solliciter tout autre PRESTATAIRE de son choix pour faire exécuter ces travaux, sans que le PRESTATAIRE du présent contrat ne puisse prétendre subir un préjudice.

**Rappel :** toutes les interventions conséquentes à un manque de préventif sont incluses dans le forfait.

### **1.3 Lieux d'intervention**

Le patrimoine immobilier concerné par ce marché couvre une surface d'environ 109 000 m<sup>2</sup> SP répartis sur 5 entités :

#### **A – CAMPUS DE TOULOUSE LABEGE**

- A 1 Services Centraux  
INP de Toulouse  
6, allée Emile Monso  
31029 TOULOUSE
- A 2 INP-ENSIACET  
4, allée Emile Monso  
31030 TOULOUSE

#### **B – CAMPUS DE RANGUEIL**

- Halle technologique de Rangueil  
Rue de la catalyse  
31400 TOULOUSE

#### **C - INP ENSEEITH**

- C1 site Camichel -ENSEEIH  
Rue Charles Camichel  
31000 TOULOUSE
- C2 Site Banlève IMFT  
2 Allée du Professeur Camille Soula  
31400 TOULOUSE

#### **D - CAMPUS AGROTOULOUSE**

- D 1 INP-ENSAT  
Avenue de l'Agrobiopole  
31326 AUZEVILLE-TOLOSANE

## 1.4 Récapitulatif de Patrimoine Immobilier

Le récapitulatif du Patrimoine immobilier de Toulouse INP est précisé dans le tableau ci-dessous :

Site	Code bât/ter	Libellé bât/ter	Année de construction	Année de rénovation	SDP (m2)	Classement	Type	CAT	Années commissions sécurités	Remarque
A1 Services Centraux	390750	Accueil Logements	1970	2008-2010	183	ERP	R	5 <sup>e</sup>	S.O.	Partie logement
A1 Services Centraux	390722	Bat A Administration	1970	2002-2017	2838	ERP	W	5 <sup>e</sup>	S.O.	
A1 Services Centraux	390728	Bat B Form. continue	1970	2006-2017	614	ERP	W	5 <sup>e</sup>	S.O.	R+1 code du travail
A1 Services Centraux	390730	Bat C3 labo de recherche	1970	2006-2017	365	Code du Travail			S.O.	
A1 Services Centraux	391047	Bat C1 Labo de recherche	2003	2017	112	Code du Travail			S.O.	
A1 Services Centraux	391048	Bat C2 Labo de recherche	2003	2017	88	Code du Travail			S.O.	
A1 Services Centraux	390735	Bat D1 Locaux techniques	1970	2006-2017	501	ERP	R	5 <sup>e</sup>	S.O.	Partie code du travail
A1 Services Centraux	390736	Bat D2 Vie étudiante	2009		141	ERP	L	3 <sup>e</sup>	S.O.	
A1 Services Centraux	390779	Bat E Ateliers	1970	2005	1039	ERP	R	5 <sup>e</sup>	S.O.	Partie code du travail
A1 Services Centraux	390742	Bat F Villa SUMPPS	1970	2003	182	ERP	R	5 <sup>e</sup>	S.O.	Partie logement
A1 Services Centraux	390743	Bat G	1970	2003	772	ERP	R	5 <sup>e</sup>	S.O.	Partie code du travail
A1 Services Centraux	390744	Bat H1 La Prépa	1970	2005	677	ERP	R	5 <sup>e</sup>	S.O.	
A1 Services Centraux	510030	Bat H2 Amphi S. GERMAIN	2018		502	ERP	R	5 <sup>e</sup>	S.O.	
A1 Services Centraux	390745	Bat I Gymnase 1	2018	2003	839	ERP	X	5 <sup>e</sup>	S.O.	
A1 Services Centraux	390782	Bat I Gymnase 2	2007	2023	1458	ERP	X	5 <sup>e</sup>	S.O.	
A1 Services Centraux	390734	Bat J ICSI	2007		976	ERP	R	5 <sup>e</sup>	S.O.	Partie code du travail
A1 Services Centraux	390747	Bat K Restaurant Universitaire	2008		2056	ERP	N	2 <sup>e</sup>		
A1 Services Centraux	510031	Bat L SCCP-Parcoursup	2021		1270	Code du Travail			S.O.	
A2 INP-ENSIACET	390748	ENSIACET AIGEP	2009		26877	ERP	R, L et N	1 <sup>e</sup>		
B – SITE RANGUEIL -	479284	Halle technologique	1990		1451	Code du Travail			S.O.	(Recherche)
C1 site CAMICHEL	320742	Bat A ENSEEIHT	1950	1995-2003-2017	3651	ERP	R	2 <sup>e</sup>		
C1 site CAMICHEL	326068	Bat B ENSEEIHT	1950	1997	5666	ERP	R	2 <sup>e</sup>		
C1 site CAMICHEL	390898	Bat C ENSEEIHT	1996		4070	ERP	R	2 <sup>e</sup>		



Site	Code bât/ter	Libellé bât/ter	Année de construction	Année de rénovation	SDP (m2)	Classement	Type	CAT	Années commissions sécurités	Remarque
C1 site CAMICHEL	390900	Bat D ENSEEIHT	1950	2014	1151	ERP	R	2 <sup>e</sup>		
C1 site CAMICHEL	390901	Bat E-F ENSEEIHT	2010		10203	ERP	R	2 <sup>e</sup>		
C1 site CAMICHEL	320773	Bat I ENSEEIHT	1910	2005	1653	ERP	R	5 <sup>e</sup>	S.O.	
C2 site BANLEVE IMFT	391174	Bât CAMICHEL	1973	1999	1445	ERP	R	5 <sup>e</sup>	S.O.	Partie code du travail
C2 site BANLEVE IMFT	390949	Bat CASTEX	1962	1999-2010	3341	ERP	R	5 <sup>e</sup>	S.O.	Partie code du travail
C2 site BANLEVE IMFT	391183	Bât CHAPPE (TGV)	1991		237	ERP	R	5 <sup>e</sup>	S.O.	Partie code du travail
C2 site BANLEVE IMFT	391184	Bât ESCANDE	1965	2004	2684	ERP	R	5 <sup>e</sup>	S.O.	Partie code du travail
C2 site BANLEVE IMFT	321305	Bât NOUGARO	1986		2110	ERP	R	5 <sup>e</sup>	S.O.	Partie code du travail
D1 INP ENSAT	330960	Bat A Ecole	1998		10629	ERP	R	2 <sup>e</sup>		Partie code du travail
D1 INP ENSAT	466285	BAT C PABS-A	2018		1920	ERP	R	4 <sup>e</sup>		Partie code du travail
			-		<b>109050</b>					

## 1.5 Désignation des parties

### 1.5.1 Interlocuteurs INPT et domaine d'intervention

La Direction du Patrimoine Immobilier est l'interlocuteur pour le suivi administratif et commercial.

Sur chacun des sites, deux services de l'INPT ont en charge le suivi technique des vérifications périodiques suivant la nature des vérifications :

- Le Service Prévention et Sécurité (P&S)
- Le Service Technique Immobilier (STI)

Le tableau ci-dessous présente les fonctions concernées par typologie d'installation :

Typologies d'installations	Service concerné
SSI	Prévention et Sécurité
Désenfumage	Prévention et Sécurité
Eclairage de sécurité	Technique Immobilier

Le tableau ci-dessous présente les correspondants par site :

Correspondants par site	Prévention et Sécurité		Technique Immobilier	
	Responsable	contact	Responsable	contact
CAMPUS TOULOUSE/LABEGE CAMPUS RANGEUIL	M <sup>me</sup> . Laetitia NOGER	laetitia.noger@ensiacet.fr	M. MACE Julien	julien.mace@ensiacet.fr
INP ENSEEIHT SITE ENSEEIHT	M <sup>me</sup> . Christine CASSAN	christine.cassan@enseeiht.fr	M. Bertrand VEDIE	bertrand.vedie@enseeiht.fr
INP ENSEEIHT SITE IMFT-BANLEVE	M. Moïse MARCHAL	moise.marchal@imft.fr	M. Bruno BOURRET	bruno.bourret@imft.fr
CAMPUS AGROTOULOUSE	M. Jean-Marie ARPIZOU	jeanmarie.arpizou@ensat.fr	M. Jean-Marie ARPIZOU	jeanmarie.arpizou@ensat.fr

### 1.5.2 Titulaire

Le Titulaire désigne une équipe dont la compétence et la qualification et les habilitations sont adaptées à la prestation du présent marché.

Il assurera l'encadrement hiérarchique et le contrôle de ses personnels présents sur le site.

Le titulaire s'engage à fournir lors de la réunion préliminaire les noms des personnes suivantes :

- un chargé de marché technique unique, responsable de l'ensemble des activités générées par cette consultation,
- une équipe de techniciens, qualifiés pour les travaux et les interventions dont cette consultation fait l'objet, avec un technicien référent pour chaque site,

- un correspondant commercial unique, responsable de la gestion administrative de cette consultation.

Tout changement de personnel pendant la période du marché devra être notifié immédiatement au représentant de l'INPT. L'INPT pourra demander le changement de personnel si après une ou deux interventions il est constaté que le service attendu n'est pas correctement assuré.

## 2 MODALITES D'EXECUTION

### 2.1 *Inventaire de départ et prise en charge des installations*

Dans un délai de 2 mois à compter de la notification du contrat, le titulaire établira un état des installations du périmètre à maintenir.

Cette prise en compte sera l'occasion de compléter l'inventaire joint au CCTP en annexe 1 – Descriptif des matériels

À la suite de ce délai, le titulaire disposera de 10 jours ouvrés pour remettre un rapport de fin de prise en charge à la Direction du Patrimoine, avec en copie les correspondants de site.

Il est précisé que l'état des ouvrages ne peut dispenser le titulaire d'effectuer toutes les actions prévues au contrat.

Néanmoins, si le titulaire ne fournit aucun rapport à l'issue du délai imparti, la Direction du Patrimoine. jugera alors les installations être en état. Aucune réserve ne pourra être émise par le titulaire.

Si au cours de la prise en charge, le titulaire relève que des installations sont non conformes aux spécifications du fabricant, alors il en va de son devoir de conseil d'en informer la Direction du Patrimoine, et les correspondants de site.

Les installations mises à disposition du titulaire dans le cadre de ce contrat sont réputées opérationnelles pour les obligations de service.

Enfin, le titulaire est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des prestations. En conséquence, il ne pourra prétendre à aucun supplément de prix pour prestations complémentaires éventuelles qu'il aura l'obligation d'exécuter et qui seraient consécutives à une mauvaise appréciation des prestations demandées et de l'état des installations.

## 2.2 Délais d'intervention et modalités d'intervention

Le titulaire s'engage à assurer les interventions ci-après pour les différentes installations techniques dans les délais ci-dessous :

### 1<sup>er</sup> Intervention sur site

- **Urgent : 4h00**
- **Prioritaire : 1 jour ouvrable**
- **Normal : 2 jours ouvrables**

Le titulaire mettra à disposition un moyen de communication par lequel il sera possible de contacter un représentant du PRESTATAIRE 24h/24, 7j/7 afin que celui-ci puisse réaliser une intervention de dépannage et mettre toute installation en sécurité dans les délais ci-avant.

Le contact proposé par le titulaire devra automatiquement donner lieu à un accusé de réception horodaté.

En cas de non-respect des délais d'intervention, les pénalités pourront être appliquées.

## 2.3 Conditions d'exécution

L'ensemble des documents nécessaires au technicien compétent seront mis à disposition (registres de sécurité, plans, schémas, notes de calcul, dossier d'identité SSI, Etc.) dans la mesure où il en dispose

Toulouse INP s'engage à permettre l'accès à l'ensemble des équipements et ainsi qu'un accueil et un accompagnement du titulaire (hors moyens d'accès spécifiques à la charge du titulaire). Sur les sites contraints en stationnement, le nombre de véhicules autorisés sur le site sera limité à 2.

Toulouse INP fournira l'énergie et les branchements nécessaires à la mise en œuvre des contrôles ainsi qu'un accès aux sanitaires pour les intervenants.

Les personnels du titulaire disposent des habilitations nécessaires, des appareils de mesures et des moyens techniques nécessaires à la réalisation des interventions à sa charge, y compris les équipements individuels de sécurité, conformément à la réglementation en vigueur.

Pour les accès en toiture, **les moyens d'accroche aux lignes de vie ou points d'ancrage sont à la charge du titulaire** (harnais, ....)

Chaque personne intervenant sur les installations disposera d'une identification visuelle de sa société (logo vestimentaire, badge, etc.)

La personne amenée à vérifier les installations doit prendre toutes les dispositions pour que les manœuvres effectuées sur les installations et/ou équipements, ne viennent pas malencontreusement perturber l'exploitation des établissements.

Il est le seul responsable des dommages que l'exécution des prestations peut causer directement ou indirectement :

- à lui-même ou à des tiers,
- à ses biens, aux biens appartenant au pouvoir adjudicateur ou à des tiers.

Dans le cas de risques résultant de l'interférence entre les activités, les installations et matériels, l'intervenant appliquera les mesures prévues par le plan de prévention arrêté d'un commun accord avant le début des interventions.

Le titulaire disposera d'une plateforme numérique disposant d'une solution extranet pour la consultation et la synthèse des rapports par Toulouse INP.

Dans ce cadre, la prestation doit prévoir **l'ensemble des moyens accès aux équipements en hauteur désignés dans le tableau ci-dessous** (détecteurs et autres équipements en position haute...).

LOCALISATION	Matériel concerné	Qté.	REMARQUES
SITE A 1 -BAT C3	Détection incendie	3	Environ 6 ml de Haut
SITE C 2 Hall Castex	BAES Bloc phare	4	Environ 7 ml de Haut
SITE C 2 BAT Camichel	BAES Bloc phare	2	Environ 4 ml de Haut

## 2.4 Localisation des prestations

La liste exhaustive des bâtiments et installations techniques concernés est jointe en annexe 1.

En cas d'adjonction et/ou d'augmentation du nombre des équipements aux installations, et/ou en cas de changement des modalités de vérifications imposées par les pouvoirs publics, ou par une évolution réglementaire, un avenant au marché devra être établi.

Le titulaire du marché devra malgré tout procéder aux vérifications imposées par la réglementation, sans attendre la signature de l'avenant.

## 2.5 Organisation et gestion du contrat

Pour chaque intervention, l'intervenant se présentera à l'accueil de chaque site.

Il sera accompagné par un référent de Toulouse INP selon la typologie d'intervention (sauf autorisation spécifique).

L'intervenant ne pourra en aucun cas se prévaloir d'un équipement inaccessible.

### 2.5.1 Réunion préliminaire

Dans les 15 jours suivant la date du bon de commande, le représentant de l'INPT organise une réunion préliminaire, au cours de laquelle les points suivants seront traités :

- liste et qualité des personnels affectés aux interventions ;
- planification des interventions ;
- établissement du plan de prévention comprenant l'examen des lieux et des installations conformément au décret du 20/02/92 en présence d'un responsable du titulaire, d'un représentant du Service Technique Immobilier de l'entité concernée et d'un représentant du Service Prévention et Sécurité. Le plan de prévention sera renouvelé tous les ans. Les conditions d'accessibilité spécifiques des équipements (travail en hauteur, moyens d'accès spécifiques, ..., seront précisés dans ce document) ;
- la mise au point du formalisme du suivi et de l'exécution du marché.

### 2.5.2 Planification des interventions

Au dernier trimestre de l'année en cours, un planning prévisionnel fixant les périodes disponibles pour réaliser les opérations de l'année N+1 sera établi par chaque entité de Toulouse INP et transmis au titulaire qui devra en retour préciser ses dates d'intervention dans les créneaux proposés.

Les dates, ainsi retenues, servent de référence pour les contrôles de l'année suivante. Ce planning sera disponible au format non modifiable sur la plateforme du titulaire.

Le Titulaire devra confirmer son intervention auprès du représentant de l'INPT désigné pour chaque site, au moins 15 jours avant la date présumée par mail, en mentionnant la date et l'heure d'arrivée, le **nom des intervenants** ainsi que la durée de l'intervention.

Toute anomalie, constatée au cours d'une visite, susceptible de présenter un danger grave ou imminent doit être immédiatement signalée au représentant de l'INPT.

De même, tout technicien apercevant un matériel devant faire l'objet d'une vérification réglementaire obligatoire, et qui n'entre pas dans le présent marché, devra le signaler au représentant de l'INPT.

### 2.5.3 Réunion annuelle

Chaque année, le représentant de l'INPT organise une réunion avec le Titulaire de chaque site au cours de laquelle seront traités entre autres les points suivants :

- bilan de l'année écoulée ;
- analyse des interventions afin d'optimiser les interventions futures ;
- planification des interventions pour l'année suivante ;
- renouvellement du plan de prévention.

## **2.6 Livrables, attendus**

### 2.6.1 Fiche d'intervention

Chaque intervention fait l'objet d'une fiche d'intervention dont le formalisme et le contenu sera validé lors de la réunion préliminaire.

Ce document mentionnera à minima :

- la date de début d'intervention ;
- la date de fin d'intervention ;
- le descriptif des interventions réalisées.

Cette fiche d'intervention est signée et validée par le représentant du Service Prévention et Sécurité ou du Service Technique Immobilier de l'entité concernée.

A l'issue de la première vérification, il sera fourni par le Titulaire un tableau exhaustif des installations qu'il aura vérifiées sur la base de l'annexe à l'acte d'engagement.

### 2.6.2 Registres et présentation orale

Le registre de sécurité incendie sera obligatoirement visé par chaque intervenant **par bâtiment et par nature de vérification qui indiquera** : la date, le nom du vérificateur et l'objet des vérifications.

Une présentation orale commentant les observations sera réalisée avec l'interlocuteur INPT concerné. Cette présentation sera reprise sous forme de synthèse.

### 2.6.3 Rapports

Les rapports de visites et les certificats d'épreuves doivent reprendre très exactement les programmes de visites et d'épreuves et indiquer de manière très détaillée les observations faites au cours des interventions.

Les rapports seront scindés par bâtiment, par typologie de matériels et établis à l'issue de chaque par nature de vérification.

Les rapports sont adressés dans un délai de deux semaines suivant le contrôle. Transmis d'une part par courriel au correspondant visé au § 1.4.1 et d'autre part, archivés sur une plateforme dématérialisée.

Dans le cas où l'intervenant décèlerait une anomalie susceptible de créer un danger grave et imminent, un constat provisoire sera établi.

#### **Pour les vérifications des ERP :**

- Les renseignements d'ordre général et administratif :
  - identification du propriétaire ou de l'exploitant ;
  - références du rapport ;
  - date de l'émission du rapport ;
  - désignation et adresse de l'établissement ;
  - classement de l'établissement (type[s] et catégorie), en précisant l'effectif maximum du public
  - identification de l'entreprise ;
  - identification du (des) vérificateur(s) ;
  - description sommaire de l'établissement et de(s) l'installation(s) vérifiée(s) comprenant l'historique des principales modifications déclarées par l'exploitant ;
  - nature et étendue de la vérification effectuée ;
  - date de la vérification ;
  - identification des matériels de mesure ou d'essai utilisés ;
  - existence de mise à jour ou non d'un registre de sécurité.

#### ➤ Le résultat des vérifications :

Chaque installation ou partie d'installation vérifiée fait l'objet d'un des avis suivants :

- satisfaisant (S) ;
- non satisfaisant (NS) ;



- non vérifié (NV).

S : exprime le constat d'un maintien de l'état de conformité, acquis lors de la mise en service ou après une transformation importante, d'un établissement ou d'une installation. Il valide un fonctionnement, un entretien et une maintenance des installations et des équipements en adéquation avec les conditions d'exploitation de l'établissement.

NS : cas ne faisant pas l'objet d'un avis satisfaisant ou non vérifié.

NV : la non-vérification de l'installation, ou de parties d'installations, pour des raisons d'exploitation ou d'inaccessibilité est signalée et motivée au sein du rapport.

Les observations comportent, outre l'énoncé de la non-conformité, la référence réglementaire visée et le cas échéant, une préconisation de modification à réaliser pour y remédier.

- Une hiérarchie des non conformités ou essais non validés

Elle sera proposée en fonction des priorités et urgences sécuritaires (code couleur, tableau, etc.)

### **Pour les vérifications Code du Travail**

ou hors du champ réglementaire de la protection incendie, le rapport comportera également 2 parties :

- Les renseignements d'ordre général et administratif :

- Voir ci-dessus ;

- Le résultat des vérifications :

- Les points d'écart avec la réglementation et les normes obligatoires.
- Anomalies (Les défauts et lacunes) pouvant affecter la sécurité d'utilisation des installations
- Les propositions ou conseils

- Une hiérarchie des non conformités

Dans le cas des ERP, en amont du passage de la commission de sécurité une mise à jour des rapports intégrant la levée des observations avec justificatif sera établie.

#### **2.6.4 Support numérique d'échange d'information**

Dans le cadre de sa prestation, le titulaire mettra à disposition de Toulouse INP une plateforme d'échange d'information (extranet par ex) disposant des fonctions suivantes :

- Accès protégés par code et hiérarchisés

- Planning des interventions de l'année en cours pour tous les sites
- Tableau récapitulatif des essais non validés, pannes constatées et remise à niveau.
- Archivage des fiches d'intervention et des rapports par site et par bâtiment.
- Suivi des non conformités (Archivage des levées de non-conformité transmis par Toulouse INP) – Prise en compte des ces éléments soit pour la vérification suivante soit par l'édition mise à jour du rapport sur demande de Toulouse INP.

#### 2.6.5 Modalités de réception des prestations

Le maitre d'ouvrage se réserve le droit de vérifier la conformité des prestations réalisées par l'entreprise. Les rapports de vérification devront être transmis au maitre d'ouvrage dans un délai de 15 jours suivant chaque intervention.

#### 2.6.6 Devoir de conseil, Veille réglementaire

Le Titulaire se doit de tenir informé le Maitre d'Ouvrage, dans un délai de 3 semaines, de la publication de toute nouvelle réglementation et de lui préciser l'incidence sur ses installations.

### 2.7 Clôture du contrat

Le PRESTATAIRE s'engage à laisser, en fin d'exécution du marché, les matériels ou équipements en état normal d'entretien et de fonctionnement, les locaux propres, à restituer l'ensemble des stocks financés par l'INPT, et à évacuer l'ensemble des matériels et fourniture hors d'usage.

Il restitue toute la documentation de maintenance qui lui a été remise en début de marché et/ou constituée par lui au cours du marché.

Le PRESTATAIRE s'engage, pendant le dernier mois de son marché, à accepter la présence éventuelle et à initier le personnel du nouveau PRESTATAIRE sans rémunération supplémentaire.

Six mois avant la fin du marché, même en cas de fin anticipée, il est demandé au PRESTATAIRE de :

- Communiquer à l'INP l'inventaire technique exhaustif avec fiche descriptive de chaque élément d'équipement,
- Lister et mettre à jour toute la documentation concernant la maintenance,
- Établir un état des lieux contradictoire des installations et équipements,

- Établir un état des lieux contradictoire de la documentation et des données mises à disposition au début et au cours du marché (DOE ; notice d'utilisation des équipements, sauvegardes informatiques de tous les applicatifs, code d'accès et paramétrages constructeur),

Les réserves émises à la suite de l'état des lieux de fin de contrat feront l'objet d'un procès-verbal.

Le PRESTATAIRE dispose de deux mois pour lever les réserves formulées dans le procès-verbal. Toute dépense pour la remise en état des équipements et des installations ou le remplacement des documents provenant d'un manquement du PRESTATAIRE aux obligations du présent marché lui est retenue ou facturée.

Les stipulations précédentes sont également applicables en cas de résiliation.

Le solde du marché sera effectué sous réserve :

- De la mise à jour et de la restitution de la copie des dossiers d'exploitation et de maintenance,
- De l'achèvement des prestations et des interventions correctives et préventives sur les installations,
- D'un état de propreté satisfaisant des locaux techniques,
- De la fourniture du dernier bilan annuel (dernière année même partielle du marché), du plan de propositions et d'un inventaire à jour et complet des installations,
- De fourniture des différents historiques de toutes les interventions réalisées au titre du marché
- Des prestations de remise à niveau éventuelle (prestations à effectuer 3 mois avant l'état des lieux de sortie),
- D'un état normal de vétusté des installations.

### 3 DESCRIPTION DETAILLEE DES INTERVENTIONS

La liste de textes réglementaires cités par type de vérification n'est pas exhaustive et doit donc être vérifiée et complétée le cas échéant. Dans tous les cas, les vérifications se feront par référence aux textes applicables en vigueur à la date des vérifications.

Ainsi afin de ne pas alourdir le document, le détail de chaque action par typologie de matériel n'est pas repris. Le détail et le descriptif des installations est fourni en annexe 1 et précise également les zones nécessitant des accès spécifiques.

Tous les ans une mise à jour des installations sera fournie au dernier trimestre et donnera lieu à la rédaction d'un avenant intégrant d'une part la mise à jour de l'annexe 1 et le montant annuel du marché mises à jour, le cas échéant.

## 4 LISTE DES ANNEXES AU CCTP

Annexe 1. Description des installations –Maintenance SSI